

Madame la Directrice, mesdames, messieurs les membres du CSASD,

C'est dans un contexte de mécontentement, de mal être et d'inquiétude de la communauté éducative que se déroule ce CSASD portant sur les rythmes scolaires pour la rentrée 2024 dans le premier degré.

- Mécontentement de l'ensemble des organisations syndicales, soutenues par des associations de parents d'élèves. contre les propositions du gouvernement concernant le Choc des savoirs
- Mécontentement quant à la lecture des nouveaux programmes. Sur le fond, ceux-ci sont avant tout idéologiques. Centrer ainsi notamment pour le Cycle 1 le travail scolaire sur les maths et le français, c'est dénier le fait qu'avant de pouvoir entrer dans les apprentissages, l'enfant a besoin d'une sécurité psycho-affective, de se sentir en confiance, de trouver sa place dans un collectif. C'est ainsi qu'il pourra devenir élève.
- Mal-être car ces programmes sont avant tout prescriptifs et laissent penser que tous les enfants apprennent de la même façon en même temps. La réalité d'une classe est beaucoup plus complexe. Ces programmes font fi de cette réalité qui se caractérisent par des classes multi-niveaux, la présence d'élèves à Besoins Éducatifs Particuliers pas encore « diagnostiqués », d'enfants allophones. Ces programmes vont donc être une machine à fabriquer des inégalités tant les attendus sont élevés pour certain.e.s. Mais au-delà, ils vont mettre les enseignant.e.s en difficulté face à l'impossibilité d'atteindre les objectifs prescrits. Pire, vu les recommandations effectuées sur les différents items, les enseignants ne seront pas considérés comme des concepteurs pédagogiques capables de penser leurs séquences d'apprentissage mais comme de simples exécutants. On veut donc à travers ces programmes réduire ce métier à une simple injonction de tâches décidées dans un bureau parisien.

Pour la CFDT, ces programmes ne sont pas acceptables en l'état et il convient de redonner aux enseignants l'ingénierie pédagogique qui est la marque de leur engagement en direction des élèves et plus largement envers la communauté éducative et de la nation. Il est ainsi indispensable de laisser aux équipes la possibilité d'adapter les rythmes scolaires en fonction des particularités locales. Cela passe par un dialogue social renforcé, nous espérons que les éventuelles modifications seront acceptées pour permettre aux équipes d'exercer leurs fonctions

- Mal-être concernant les conditions de travail et les rémunérations indispensables pour redonner de l'attractivité et garantir le maintien dans le métier. Toute autre politique en la matière aggraverait encore les difficultés chroniques de fonctionnement de l'ensemble du système éducatif.
- Et enfin, l'inquiétude face au résultat possible des futures élections.

Merci pour votre écoute